



CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE ROUEN
1, Rue de Germont
76 000 ROUEN

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

Objet du marché public :

Acquisition de matériels pour l’atelier Espaces verts du CHU de Rouen Normandie

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
(CCP Valant CCAP et CCTP)

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT - DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1 - Objet du marché public	3
1.2 - Procédure du Marché public.....	3
1.3 - Type de Marché Public.....	3
1.4 - Forme du Marché public	3
1.5 - Allotissement.....	3
1.6 - Modifications au marché public et marché complémentaire.....	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	3
ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHÉ PUBLIC ET DELAI D'EXECUTION	4
3.1 - Durée du marché public	4
3.2 - Délais d'exécution.....	4
3.3 - Prolongation des délais.....	4
ARTICLE 4 - DESCRIPTIF DE LA PRESTATION ATTENDUE	4
4.1 - Caractéristiques techniques	4
4.2 - Reprise de l'ancienne scie	Erreur ! Signet non défini.
4.3 - Mise en service, Formation et Documentation Technique.....	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 5 - OBLIGATION DU TITULAIRE	5
ARTICLE 6 - CONDITIONS DE LIVRAISON	5
6.1 - Objet de la livraison	5
6.2 - Transport	5
6.3 - Lieux de livraison.....	5
ARTICLE 7 - OPERATIONS DE VERIFICATION / TRANSFERT DE PROPRIETE	6
7.1 - Opérations de vérification	6
7.2 - Transfert de propriété	6
ARTICLE 8 - RESPONSABILITE.....	6
8.1 - Garantie et service après-vente.....	6
8.2 - Accès – Consignes.....	7
8.3 - Assurances.....	7
ARTICLE 9 - MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX	7
ARTICLE 10 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE.....	7
10.1 - Présentation des demandes de paiement	7
10.2 - Conditions de règlement.....	8
10.2.1 - Mode et délai de paiement.....	8
10.2.2 - Comptable	8
10.2.3 - Changement de taxes.....	8
10.2.4 - Nantissement	8
10.2.5 - Avance.....	8
10.2.6 - Retenue de garantie	8
ARTICLE 11 - PENALITES DE RETARD	9
ARTICLE 12 - RESILIATION	9
ARTICLE 13 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	9
ARTICLE 14 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE.....	9
ARTICLE 15 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	9

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet du marché public

Le présent marché public a pour objet l'acquisition des matériels pour l'atelier Espaces verts du CHU de Rouen Normandie suivants :

- Tracteur avec ARCEAU
- Epareuse
- Taille Haie
- Broyeur déportable à glissière
- Plateau

1.2 - Procédure du Marché public

Le présent marché public est passé selon une procédure adaptée en application de l'article R.2123-1 et des articles R.2123-4 à R.2123-6 du Code de la Commande Publique.

1.3 - Type de Marché Public

Marché(s) public(s) de fournitures : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché(s) public(s) de services : <input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Location <input type="checkbox"/> Crédit bail <input type="checkbox"/> Location-vente	Catégorie de service :

1.4 - Forme du Marché public

Il s'agit d'un marché ordinaire traité à prix global et forfaitaire figurant à l'acte d'engagement et à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire.

1.5 - Allotissement

Le Marché Public est Unique (Pas de lots).

1.6 - Modifications au marché public et marché complémentaire

Le CHU de Rouen, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine, se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public (articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la Commande Publique) et/ou des marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables au sens de l'article R. 2122-4 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché public, dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHU de Rouen, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine, fait seul foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement (AE) et son annexe n°1 : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire,
2. le présent cahier des clauses particulières (CCP),
3. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
4. Le mémoire technique du titulaire,

Le marché public s'exécute par les pièces désignées ci-dessus.

ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHÉ PUBLIC ET DELAI D'EXECUTION

3.1 - Durée du marché public

Le Marché Public est d'une durée de validité allant de sa date de notification au titulaire à la fin de la période de garantie.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil acheteur, à l'issue de ce délai.

3.2 - Délais d'exécution

Le titulaire fixe à la DPGF, le délai de livraison / installation des équipements.

Le titulaire est engagé contractuellement par ce délai. Si le titulaire a indiqué dans son mémoire technique un délai de livraison inférieur au délai maximum fixé ci-dessus, le titulaire est alors tenu contractuellement par le délai fixé dans son mémoire technique.

Les délais d'exécution commencent à courir à compter de la date de notification du marché public.

3.3 - Prolongation des délais

En cas d'empêchement ou de retard, le Titulaire est tenu d'informer le représentant du CHU de Rouen Normandie afin de déterminer une solution commune pour la livraison dans les conditions de l'article 13-3 du CCAG-FCS.

ARTICLE 4 - DESCRIPTIF DES EQUIPEMENTS ATTENDUS

Les équipements devront respecter les **caractéristiques techniques** définies ci-dessous :

4.1 - Caractéristiques techniques

- **TRACTEUR avec ARCEAU :**
Micro tracteur pour l'utilisation de différent outils type plateau de coupe, épareuse, taille haie
Moteur Diesel, 3 cylindres
Puissance 26.0 cv (19.1 kW)
Cylindrée 1261 cm³
Capacité du réservoir à carburant 27.0L
4 Roues motrices
Direction assistée hydrostatique
Freins multi-disques humides
- **EPAREUSE**
Débroussailluse hydraulique pour couper l'herbe, la végétation en tout genre et les buissons. Pour tracteurs de 20 à 30 HP ; Attelage 3 pts avec stabilisateurs ; Largeur 60cm ; 24 couteaux articulés, Sécurité mécanique
- **Taille Haie**
Débroussailluse hydraulique pour tailler les haies et les buissons.
Pour tracteurs de 18/30 HP ; configuration de travail possible en réversible (gauche/droite) ; Attelage 3 points ; Commande à distance avec 4 câbles flexible ; Barre pour haies de cm150 (coupe max 3cm) ; Double sens de rotation du moteur ; hydrauliquement indépendant du tracteur ; Complètement indépendant hydrauliquement indépendant du tracteur, équipé d'un parallélogramme system sur le 1^{er} bras
- **BROYEUR DEPORTABLE A GLISSIERE**
Broyeur renforcé déportable à glissière pour broyage intensif, débroussaillage, herbe
Puissance 20/35cv ; nombre de couteaux y : 44 ; déport latéral de 30cm
- **PLATEAU**
Nécessaire pour le transport du tracteur sur les différents sites ; 2 essieux de 1000kg ; remorque freinée

ARTICLE 5 - OBLIGATION DU TITULAIRE

Le Titulaire se doit d'informer dans les plus brefs délais, le CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) de tout changement concernant :

- Sa raison sociale (nom ou statut de l'entreprise), par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné de l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- Son compte de règlement bancaire ou postal, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP de la nouvelle domiciliation ;
- Le destinataire du paiement, par l'envoi d'un courrier explicatif de ce changement accompagné d'un RIB ou un RIP du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à la régularisation, par certificat administratif ou avenant éventuel, après réception des documents nécessaires.

ARTICLE 6 - CONDITIONS DE LIVRAISON

6.1 - Objet de la livraison

Le matériel devra correspondre à la référence indiquée dans l'offre du titulaire. Elle devra être installée et mise en service dans l'établissement par le titulaire.

L'équipement sera vérifié au moment de la livraison, par le réceptionnaire du CHU de Rouen, en qualité et en quantité, par rapport à la quantité annoncée (*différents équipements*) livrée par le vendeur.

A l'arrivée du matériel, celle-ci peut être refusée et retournée aussitôt au Titulaire en cas de non-conformité apparente. Dans ce cas, la livraison sera refusée en totalité. Le retour est à la charge du Titulaire.

6.2 - Transport

Le transport est effectué par le Titulaire ou son mandataire sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison du CHU de Rouen, en Franco de port.

- Frais de transport :

Le transport **est à la charge matérielle et financière du Titulaire**.

- Risques inhérents au transport :

Le Titulaire est déclaré responsable des marchandises jusqu'à leur réception ; les avaries, incidents, accidents ou vols durant le transport sont déclarés être sous la responsabilité exclusive du Titulaire. Il en est de même pour les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché public et ne pourra être facturée au CHU de Rouen.

En cas de réception de marchandises non conformes à la commande, les frais de retour seront à la charge du titulaire.

En application de l'article 19.3 du CCAG-FCS, le Titulaire est responsable des modalités de transport choisies.

6.3 - Lieux de livraison

HORAIRES DE LIVRAISON

La livraison du matériel doit être effectuée franco de port aux horaires suivants :

lundi au vendredi entre 8h30 à 15h00

LIEU DE LIVRAISON

La livraison du matériel doit être effectuée à l’adresse suivante :

CENTRE HOSPITALIER DE ROUEN NORMANDIE
Services techniques
« Atelier Espaces Verts »
147 avenue du Maréchal Juin
76 230 BOIS GUILLAUME

Le matériel, en ordre de fonctionnement, sera livré et réceptionné à l’atelier Espaces Verts.

ARTICLE 7 - OPERATIONS DE VERIFICATION / TRANSFERT DE PROPRIETE

7.1 - Opérations de vérification

Des opérations de vérification portant sur la qualité des fournitures seront destinées à constater que celle-ci répond aux spécifications techniques. Elles seront pratiquées par le responsable du service ou son représentant, conformément aux articles 12 à 29 du CCAG-FCS.

Elles auront lieu au sein du CHU de Rouen dans un délai de 15 jours à dater de la livraison. Les frais qui résulteront des vérifications seront à la charge du Titulaire.

La fourniture et les prestations de service doivent être conformes aux stipulations du marché public, aux prescriptions des normes françaises et européennes.

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet seront prises dans les conditions prévues aux articles 29 à 30 du CCAG-FCS.

Dans l'hypothèse d'une livraison et/ou prestation, non recevable, cette dernière sera refusée et devra être remplacée ou ré-exécutée immédiatement.

Au cas où ce remplacement ne serait pas fait dans les délais indiqués, de même que dans le cas où il serait constaté un retard de livraison mettant en cause la satisfaction des besoins des services utilisateurs, le CHU de Rouen pourra y faire face et décider d'une fourniture aux frais, risques et périls de l'attributaire du marché public, sans qu'il soit nécessaire de le mettre autrement en demeure.

Conformément à l’article 45-1 du CCAG-FCS, l’application des frais et risques n’emporte pas obligatoirement résiliation du présent marché public, le CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) pouvant résilier le marché public pour faute ou le maintenir avec application des frais et risques.

7.2 - Transfert de propriété

Le transfert de propriété est réalisé par l’admission, conformément à l’article 26 du CCAG-FCS.

ARTICLE 8 - RESPONSABILITE

8.1 - Garantie et service après-vente

Le matériel sera garanti pour une durée minimum de 2 ans avec visite d’entretien incluse.

Le titulaire peut proposer une durée de garantie plus longue. Dans ce cas il précise la durée à l’Acte d’Engagement et dans la DPGF.

Le point de départ du délai de garantie est la date de livraison du matériel. Les modalités de cette garantie sont précisées aux articles 33 et suivants du C.C.A.G.-F.C.S. :

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au CHU de Rouen.

Le prestataire devra justifier d'un **service après-vente** assurant la fourniture des pièces de rechange et consommables courants d'entretien.

Le titulaire précise dans son offre les délais **maximum de livraison et d'installation des pièces de rechange** est exigé.

8.2 - Accès – Consignes

Le Titulaire s'engage à faire respecter par ses intervenants toutes les règles d'accès imposées par le CHU de Rouen.

Le Titulaire est seul responsable des retards occasionnés par l'inobservation de ces règles. Aucune indemnisation du temps perdu ne pourra être réclamée à ce titre par le Titulaire.

8.3 - Assurances

Avant tout commencement d'exécution, le Titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché public.

ARTICLE 9 - MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX

Il s'agit d'un marché ordinaire traité à prix global et forfaitaire. Ce prix figure à l'acte d'engagement et rémunère le titulaire indépendamment des quantités mises en œuvre pour réaliser les prestations objets du marché.

Ce prix est ferme pour toute la durée de validité du marché.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (frais de transports, déplacements, emballage, fournitures, main d'œuvre, réunions, fournitures de bureau, la production des documents, etc...), les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que le CHU de Rouen au titre des opérations liées au présent marché.

ARTICLE 10 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

10.1 - Présentation des demandes de paiement

Par dérogation à l'article 11 du CCAG-FCS, à l'issue de l'admission, la facture afférente au paiement sera établie en un original, et adressée obligatoirement à l'adresse suivante au plus tard le 15 du mois suivant la livraison :

Conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, le dépôt de la facture électronique est obligatoire, à compter du 1er janvier 2020, pour toutes les entreprises.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, le CH du Rouvray rejettera la facture transmise.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;

- le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ; la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries.
- en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- la date de livraison des fournitures ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations effectuées ;
- le prix hors taxes (HT) des prestations effectuées ;
- le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé. Le CHU de Rouen transmettra le code service CHORUS correspondant au titulaire.

10.2 - Conditions de règlement

10.2.1 - Mode et délai de paiement

Le paiement se fera par virement bancaire.

Le présent marché public est financé sur le budget propre du CHU de Rouen.

Le paiement s'effectue conformément aux articles R.2191-23 à R.2191-31 du code de la commande publique, dans le délai global maximum fixé à 50 jours.

Le défaut de mise en paiement dans le délai légal fait courir de plein droit des intérêts de retard à partir du jour suivant l'expiration de ce délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal.

Conformément à l'article R2192-31 du code de la commande publique le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt de la BCE majoré de 8 points à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

10.2.2 - Comptable

Le comptable assignataire chargé des paiements du Centre Hospitalier de Rouen est :

Monsieur le Comptable Publique du CHU Rouen Normandie
1 rue de germont
76031 ROUEN CEDEX

10.2.3 - Changement de taxes

Il sera tenu compte au Titulaire ou au CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché public.

10.2.4 - Nantissement

Le titulaire peut donner son contrat en nantissement. Dans ce cas, la Direction Générale du CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) est habilitée à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention "d'exemplaire unique" sur le marché public à nantir (conformément aux articles R2191-46 à R2191-62 du code de la commande publique) ou délivrer un certificat de cessibilité de créances (NOTI6).

10.2.5 - Avance

Sans objet

10.2.6 - Retenue de garantie

Sans objet.

ARTICLE 11 - PENALITES DE RETARD

Dans le cas où le titulaire dépasse le délai de mise en service ou les délais d'intervention pendant la période de garantie, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées de la manière suivante :

Les pénalités commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le montant des pénalités journalières est de cinquante (50) euros T.T.C.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

ARTICLE 12 - RESILIATION

Les clauses de résiliation prévues par les articles 28 à 45 CCAG-FCS sont applicables au présent marché public.

ARTICLE 13 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la Loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations Hors Taxe à la Valeur Ajoutée et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Résiliation : sera notamment considérée comme cas de force majeure aux termes de l'article 31 du CCAG-FCS, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel.

En cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le gouvernement français, les dispositions de l'article 31 du CCAG-FCS sont applicables.

ARTICLE 14 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Tout litige susceptible de s'élever entre le CH du Rouvray et le Titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues aux articles R.2197-1, R.2197-16 et R.2197-23 à R.2197-24 du code de la commande publique.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rouen, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

ARTICLE 15 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Il est dérogé au CCAG-FCS pour les articles suivants :

CCP	CCAG-FCS
Article 2	Article 4.1
Article 10.1	Article 11
Articles 11	Articles 14.1.1 et 14.1.3